



1^{er} mai : journée internationale des droits des travailleur.euses Pour la Paix, les libertés et contre toutes régressions sociales !

En cette journée internationale des droits des travailleur.euses les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires UNSA, avec les organisations UNEF, Voix lycéenne et MNL, tiennent à réaffirmer leur opposition résolue à toute forme de guerre dont elles constatent que ce sont toujours les travailleur.euses qui en payent le prix fort.

Hier en Irak, en Lybie, au Mali, en Syrie, mais aussi au Yémen, en Ethiopie...comme aujourd'hui avec la dramatique agression en Ukraine. Quelle que soit la couleur des avions et des chars, ils tirent sur des populations innocentes, sur les enfants et les travailleur.euses.

Les réfugié.es, d'où qu'elles et ils viennent doivent être accueilli.es dignement et sans discrimination. Les citoyen.nes Russes et Biélorusses qui expriment leurs oppositions à la guerre doivent être soutenu.es. Nos organisations syndicales exigent l'arrêt immédiat des combats et le retrait immédiat des troupes russes du sol Ukrainien. Elles expriment leur solidarité avec les peuples qui en subissent les conséquences.

En France, entre deux échéances électorales majeures, les menaces les plus lourdes pèsent sur les conditions de vie des salarié.es, à qui on veut faire payer les effets conjugués de la crise sanitaire et de la guerre. Disons-le d'emblée, ce ne sont pas aux salarié.es de payer la crise. Alors que l'inflation galope, que les salaires sont bloqués, ce sont les travailleur.euses qui sont la cible des attaques.

Plus que jamais, nous réaffirmons notre attachement aux valeurs républicaines, à la solidarité ouvrière, au refus du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, des slogans qui font de l'étranger, du migrant, le bouc émissaire faute d'apporter des réponses de justice sur le terrain social et économique.

Retraites

Les URIF exigent le maintien de chacun et de tous les régimes spéciaux, à commencer par ceux de la RATP et d'EDF, qui sont immédiatement menacés. Elles s'opposent aux divers projets qui remettent en cause le régime général, le code des pensions civiles et militaires, et qui aboutiraient à une baisse générale du niveau des pensions, niant les garanties collectives, les statuts des salarié.es !

Les URIF s'opposent à tout recul de l'âge légal de départ en retraite et se prononcent pour qu'il n'y ait aucune pension au-dessous du SMIC : telle est la position de nos Unions Régionales.

Les URIF s'inquiètent d'une "nouvelle méthode" annoncée par Emmanuel Macron, qui se traduit déjà dans les propos tenus par Bruno Lemaire, dès le lendemain du 2nd tour, sur un recours au 49.3 pour faire passer en force la réforme des retraites. Les URIF tiennent à réaffirmer la nécessité de défendre le paritarisme, totalement remis en cause.

Pas plus qu'en 2019, nos organisations n'accepteront de telles régressions et défendront, bec et ongles, le maintien des 42 régimes de retraites.

Pour l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux

A l'inverse, les URIF revendiquent l'augmentation générale des salaires et du point d'indice dans la fonction publique (et donc des cotisations), l'égalité salariale Femme/Homme. Elles revendiquent que soient revalorisés les bas salaires, à temps partiel contraint et en contrats précaires, que subissent plus souvent les femmes et qui les empêchent de bénéficier d'une retraite décente. Tous les minima sociaux doivent être augmentés.

Protection sociale

La crise sanitaire a mis en lumière la destruction de notre système de santé. Nous revendiquons l'arrêt des suppressions de postes, de lits, des services hospitaliers entiers ainsi que la fermeture programmée de structures hospitalières comme c'est le cas pour les hôpitaux Beaujon et Bichat.

Le scandale ORPEA impose une véritable remise à plat de la prise en charge du grand âge et de la perte d'autonomie, par son intégration dans la sécurité sociale et par la création d'un service public doté des moyens nécessaires.

Les fermetures de lits, de services et d'hôpitaux conjugués à la baisse régulière des effectifs entraînent des conséquences désastreuses pour les malades et la dégradation de la qualité des soins comme aux remises en cause des conditions de travail des personnels.

Les URIF exigent la réintégration des personnels suspendus et le retrait de toutes les sanctions.

De la même manière, les URIF se prononcent contre toute régression annoncée des droits des chômeurs et privés d'emplois et exigent l'abrogation des dispositions récentes ayant entraîné une diminution drastique de l'indemnisation. Elles s'opposent aux dispositions arrêtées concernant l'assurance chômage et le durcissement annoncé de ces dernières.

Services publics

A l'inverse des coûteuses recommandations des « cabinets de conseil » qui recommandent de détricoter les services publics, et fort des constats établis sur la situation dramatique de l'hôpital public, nous exigeons l'arrêt des destructions des services publics qui privent les citoyens de l'égalité de traitement et détruisent les statuts des fonctionnaires et agents publics.

Les URIF se prononcent pour l'accès universel à l'énergie et le blocage des prix, pour une transition écologique créatrice d'emplois, mais également pour la défense de l'école laïque et gratuite. Contre la fin programmée de la gratuité de l'école et contre l'augmentation des frais d'inscription à l'Université, pour les maintiens des diplômes nationaux et en particulier du bac, premier grade universitaire.

Les URIF se prononcent contre les privatisations en cours et pour le retour à la nationalisation de tous les secteurs menacés (SNCF, RATP, Energie, ...).

Aussi les URIF CGT FO FSU Solidaires UNSA, avec l'UNEF, la Voix lycéenne et MNL, appellent tous les salarié.es, retraité.es, privé.es d'emploi, jeunes, à manifester le 1^{er} Mai 2022 à 14h30 Place de la République, sur la base de ces revendications.

Pour un 1^{er} mai revendicatif, pour la paix, les libertés et le progrès social !